

HOMMES ET CHOSES

Chronique Hebdomadaire

Rien n'est si beau que son pays

Je veux aujourd'hui consacrer ma chronique à l'un des plus charmants endroits de villégiature de la province de Québec, auquel mon cœur reste attaché par des liens qui me furent bien doux.

Il y a déjà plus d'un demi-siècle que le colonel Hamilton, placé sur le bout de l'île, les regards tournés vers la ville, écrivait ses impressions de voyage: "Un immense rideau de hautes montagnes borne l'horizon et forme l'encadrement d'un tableau qui peut être égalé, mais qui ne saurait jamais être surpassé. Québec y apparaît à l'imagination entouré de toutes ses gloires..."

Ce tableau, cependant, déjà si ravissant et si pittoresque alors, n'a fait que gagner en beauté d'année en année. Au sud, on ne voyait pas encore la ville de Lévis avec ses trois paroisses et cette chaîne non interrompue de maisons qui s'étend au loin; cette ville nouvelle qui a surgi là comme par enchantement, et qui semble vouloir rivaliser avec la vieille capitale elle-même. Au nord du fleuve on ne voyait pas encore les jolies villas échelonnées de Québec à Ste-Anne de Beupré, ni l'immense quadrilatère des usines de l'Anglo-Pulp Co. Le Bout de l'île lui-même n'offrait pas alors le spectacle attrayant qu'il présente aujourd'hui. Ce n'est que depuis quelques années qu'il a été transformé grâce aux nombreuses villas dont on a encadré le fleuve, au Château Bel Air, à ses parcs, à ses pelouses et à ses allées nombreuses.

La paroisse de Ste-Pétronille est devenue décidément le séjour favori de la population bourgeoise de la capitale et des environs pendant la saison d'été. Les communications faciles établies par les spacieux et confortables bateaux de la nouvelle compagnie de la traverse permettent aux citadins de s'y rendre en quelques minutes et d'y jouir à l'aise des beautés de la nature en respirant une fraîcheur qui tempère toujours le climat et le rend agréable, même pendant les plus fortes chaleurs de l'été.

Quand l'été vos essais s'échappent de la ville, Pourchassés par les feux d'un grand soleil vainqueur, Québecquois, mes amis, c'est vers le Bout de l'île Que vos fronts cherchent la fraîcheur.

Vous gagnez cet Eden, caressé par la brise Qui rafraîchit son aile en se jouant sur l'eau, Lieu charmant, dominé par la coquette église, Dont brille le clocher si beau.

La flèche vers le ciel ainsi qu'un trait s'élance, Des fidèles guidant et l'espoir et la voix, Et sa cloche, là-haut, qui gémisse se balance Éveille les échos des bois.

En octobre 1870, les braves et courageux habitants de Ste-Pétronille obte-

naient de Mgr l'archevêque Baillargeon la permission de construire une église dans leur magnifique village du Bout de l'île. On ne comptait alors qu'une cinquantaine de familles; mais aidés des citoyens qui passent l'été à cet endroit, on vit bientôt s'élever le temple magnifique qui fait aujourd'hui l'admiration générale. Le site a été admirablement choisi: l'église est bâtie sur une élévation, d'où la vue s'étend sur toute la côte de Beupré et sur Québec. Elle est à dix minutes de marche du quai où aborde le bateau. La bénédiction solennelle eut lieu le 20 novembre 1871.

En 1870, la paroisse fut desservie par les vicaires de Saint-Pierre, L.-O., dont elle était un démembrement, et le 20 décembre de la même année M. l'abbé Verbist, prêtre belge, récemment arrivé au Canada, en fut nommé le premier curé.

En février 1874, M. l'abbé C. H. Paquet remplaçait M. Verbist. En décembre 1889, M. l'abbé Corriveau, un enfant de Saint-Sauveur de Québec, lui succédait. C'est celui-ci qui a bâti, sans qu'il en coûte un sou à la paroisse, au moyen de bazars et de quêtes, le joli presbytère sur une éminence au nord-ouest de l'église.

Voilà en résumé l'histoire de la jolie paroisse de Sainte-Pétronille du Bout de l'île. Dans le volume que vient de publier M. le juge Camille Pouliot, sur l'île d'Orléans, (1) on trouvera bien d'autres détails intéressants et inédits sur ce charmant endroit de villégiature. Pierre Foulle-Partout.

(1) L'île d'Orléans, c'est le deuxième volume que publie en quelques mois le fin lettré et l'érudit magistrat qu'est M. le juge Camille Pouliot. Le premier portait pour titre Québec et l'île d'Orléans. Ces deux volumes feront les délices des amateurs de la petite histoire. Les franc-teneurs de l'île particulièrement y trouveront intérêt et profit. Ici et là au cours de la lecture de ces deux volumes, ils découvriront des tableaux délicieux tracés avec amour par une main d'artiste.

L'île d'Orléans est un écrivain de perles historiques que M. le juge Pouliot s'est appliqué à mettre en vive lumière par la plume et l'image. Écrit en un style impeccable qui n'exclut pas la souplesse dans l'expression, le dernier volume de M. le juge Pouliot est en outre abondamment illustré et contient plusieurs photographies inédites, qui ont dû lui coûter bien des recherches.

L'auteur s'est appliqué à relater les principaux événements qui se sont passés dans chacune des paroisses de l'île, notant avec fierté les faits et gestes de ses ancêtres, afin, dit-il dans son avant-propos, d'obéir "au devoir de piété filiale, à l'obligation d'en conserver pieusement les us et coutumes, comme d'en maintenir l'honneur, le souvenir et l'exemple pour les générations futures".

Félicitons M. le juge Pouliot de s'être fait le laudator temporis acti, et d'avoir rendu un bel hommage aux pionniers de l'île d'Orléans "auxquels, selon ses expressions, nous devons, avec la vie, le plus bel héritage qui soit: un nom honorable sorti des sillons de la glèbe, dont les syllabes évoquent parfois d'une façon fugitive, mais savoureuse, des coins de paysage de France".

Nous serons l'écho de tous ceux qui aiment les belles et bonnes choses en souhaitant que malgré les occupations absorbantes de la magistrature, M. le juge Pouliot trouve encore moyen d'écrire d'autres "Évocations historiques" d'un intérêt aussi captivant.

P. F. P.

Lisez le Bulletin de la Ferme

LA LOI POUR TOUS

Consultations légales, par Letarte & Rioux, avocats du barreau de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES.—Réponse à J. A. B.—Q. Un commissaire d'écoles a-t-il le droit de se faire payer son temps quand, au nom de la commission scolaire, il va prendre une information au département d'instruction publique ou va choisir l'emplacement d'une école? Dans la négative, s'étant fait payer ses services, peut-il être destitué de sa charge?

R. Les commissaires d'écoles ne peuvent être destitués que dans le cas où ils ne possèdent pas les qualités requises pour être élus ou maintenus dans leur charge. Ces qualités consistent d'abord à être contribuable du sexe masculin, ou mari de contribuable, résidant dans les limites de la municipalité, sachant lire et écrire et habile à voter; ajoutons que le commissaire d'écoles qui possède un contrat avec la corporation municipale et qui reçoit une rémunération, en vertu de ce contrat, est inapte à occuper son siège. Comme contrat, il faut entendre une entente expresse ou tacite produisant entre la municipalité et le commissaire en question un lien d'une certaine durée et non pas un acte isolé. Par exemple, en ce qui concerne nous, nous notons une cause de la Cour de Révision de Québec, où il est dit qu'un commissaire d'écoles qui, sur l'ordre de la commission scolaire, peut faire exécuter certains travaux, les fait faire lui-même au compte de cette commission, puis se fait rembourser ce qu'il a dépensé et se fait verser sur ses travaux, n'est pas une entreprise au sens de l'article 147 du code scolaire, et il ne perd pas son siège en agissant ainsi. D'autre part, nous voyons dans une jurisprudence plus récente que la Cour a maintenu le droit, par les commissaires d'écoles de réclamer pour services rendus à la corporation scolaire, sans contrat, lorsque les dits services n'étaient pas mentionnés parmi ceux qu'il devait faire gratuitement en raison de sa charge de commissaire. Nous croyons, pour notre part, que lorsqu'il s'agit d'établir une école, les commissaires ayant juridiction en vertu de la loi de l'instruction publique pour voir à la construction de cette école, ils ne peuvent se faire payer leur temps pour choisir le terrain nécessaire à l'emplacement de l'école (art. 2723 C. S.). Mais s'ils sont tenus de dépenser une certaine somme pour leurs frais de transport, nous sommes d'opinion qu'ils peuvent en réclamer remboursement. Le sens de la loi, d'après nous, c'est que les commissaires d'écoles sont tenus de donner leur temps gratuitement, en tant que leur charge leur impose des devoirs, mais ils ne sont pas tenus de payer des déboursés ou des dépenses pour la corporation municipale, sans en être remboursés. Dans le cas jugé dernièrement par la Cour Supérieure il apparaît que la Cour a accordé aux commissaires d'écoles une indemnité pour avoir tracé des plans et des devis dans le but de construire une école, parce que bien que les commissaires soient tenus de choisir l'emplacement de l'école, de bâtir et réparer ces maisons, etc., ils ne sont pas obligés d'en faire les plans et devis. Ce n'est pas nous qui parlons d'ailleurs conforme à l'équité et au sens commun.

USAGE ET CLÔTURE DE LIGNE.—Réponse à A. B.—Q. Entre mon voisin et moi, la clôture de ligne se trouve dans le bois, et j'ai toujours fait une clôture d'arbres avec des arbres, ce qui était suffisant pour retenir nos animaux. Cet automne, mon voisin m'a avisé par lettre enregistrée, qu'il voulait une clôture suivant la loi. Quelle clôture suis-je obligé de faire?

R. En vertu du code civil, un propriétaire est tenu de construire une clôture de ligne à frais communs avec son voisin, suffisante, suivant l'usage, les règlements et la situation des lieux. Il s'agit donc de savoir si l'usage des règlements municipaux qui obligent les propriétaires à faire leur clôture de ligne même dans le bois, soit à branches, soit en fil de fer. Si tel règlement existe, il est évident que tous les propriétaires de la municipalité doivent s'y soumettre. En l'absence de règlement, les voisins sont tenus tout de même de clore entre eux, mais ils ne sont obligés que suivant l'usage de la municipalité. Ceci revient à dire que s'il est d'usage qu'il n'y ait pas de clôture de ligne dans le bois en abattant et en entrecroisant des arbres, son voisin ne peut exiger davantage.

DRUIT MUNICIPAL ET INDIGENTS.—Réponse à T. B.—Q. Une corporation municipale est-elle obligée de faire vivre un indigent qui est malade et père de famille?

R. En vertu du droit municipal, une corporation peut passer un règlement pour venir en aide aux indigents de la municipalité, mais elle n'est pas obligée de le faire. En vertu du droit municipal, suivant les Statuts de la Province, la corporation municipale peut être tenue de payer une partie de l'entretien d'un infirme ou d'un malade incapable de pourvoir à sa subsistance, dans un hospice soumis aux lois de l'assistance publique, mais elle n'est pas obligée de secourir la famille de celui qui est ainsi interné.

ÉCLAIRAGE PUBLIC.—Réponse à J. C. T.—Q. Une municipalité de village qui éclaire une partie de la municipalité peut-elle charger les frais d'éclairage à tous les contribuables de la municipalité, par un règlement qui serait approuvé par la majorité des contribuables?

R. Nous savons que le cas a été soumis aux tribunaux, mais nous ne connaissons pas de jugement rendu sur ce point; cependant, il nous paraît que si la majorité des contribuables a donné son approbation à un tel règlement, il serait difficile pour les autres contribuables de refuser le paiement. D'autre part, la prétention jusqu'ici soutenue c'est que les contribuables ne peuvent être forcés de payer pour un service public qu'ils n'ont pas, bien qu'ils soient prêts à l'accepter.

TAUX DE LA TAXE.—Réponse au même J. C. T.—Q. Peut-on fixer un taux différent pour les contribuables de la municipalité en ce qui concerne l'éclairage public, ou bien s'il faut nécessairement suivre le rôle d'évaluation? Tout en suivant le rôle d'évaluation, peut-on n'en prendre qu'une proportion en faveur des cultivateurs?

R. Il est évident qu'une corporation municipale peut faire les règlements nécessaires pour déterminer sur quelle base les propriétaires sont appelés à payer leur part d'éclairage dans la municipalité. Cependant, il nous paraît peu logique de ne pas suivre le rôle d'évaluation, puisque toutes taxes doivent être calculées suivant ce rôle. Il ne nous paraît pas beaucoup plus habile d'imposer un taux différent aux contribuables de la municipalité, puisque la taxe est légale ou qu'elle ne l'est pas; si elle est légale, chacun doit être traité sur un même pied; si elle ne l'est pas, la taxe ne peut pas être imposée aux contribuables intéressés.

CREUSAGE DE COURS D'EAU.—Réponse à J. D.—Q. L'inspecteur municipal peut-il obliger les citoyens à creuser un cours d'eau verbalisé et à charroyer la terre, ou si du moment que cette terre est étendue dans la voisinage du fossé le travail est suffisant, la plupart des contribuables aiment mieux placer la terre suivant leur intérêt que vis-à-vis leur propriété; d'autres s'y refusent?

R. En vertu de l'article 515 du code municipal, les travaux relatifs aux cours d'eau doivent être repartis de la même manière entre tous les contribuables intéressés, c'est-à-dire les propriétaires de terrain dont le terrain s'égoutte dans le cours d'eau et cela, suivant l'étendue en superficie des terrains en question. Rien dans la loi autorise l'inspecteur municipal à obliger les contribuables à charroyer de la terre provenant du creusement des cours d'eau et si ces derniers veulent étendre cette terre sur leur terrain, du moment que ce transport n'affecte pas le cours d'eau ou ses rives, les propriétaires sont parfaitement libres d'agir à leur guise, dans notre opinion.

FRÉQUENTATION DE L'ÉCOLE.—Réponse à J. G.—Q. Je réside dans un rang où la classe se trouve un peu éloignée de chez moi. Dans un autre rang, je possède une terre sur laquelle je n'ai pas de construction et où il serait plus facile pour moi d'envoyer mes enfants à l'école. Les commissaires peuvent-ils refuser que mes enfants fréquentent l'école du rang voisin?

R. Lorsque les deux rangs sont réunis dans un même arrondissement, il n'est pas interdit aux enfants des parents qui y résident de fréquenter l'une de ces écoles. Cependant, lorsqu'un individu demeure dans un arrondissement, il doit nécessairement envoyer ses enfants à l'école de l'arrondissement où il demeure, et il n'a pas le droit de les envoyer à l'école du rang voisin que s'il obtient, au préalable, la permission des commissaires.

DÉPLACEMENT D'UNE ÉCOLE.—Réponse au même J. G.—Q. Les commissaires d'écoles veulent déplacer la maison d'école de notre arrondissement; est-ce qu'ils sont obligés de lire et d'afficher leur résolution à la porte de l'église, avant d'agir de la sorte?

R. Les commissaires d'écoles ont le droit, en vertu de la loi de l'instruction publique de choisir eux-mêmes le site où l'école doit être placée. (art. 2723 C. S.). En autant que nous pouvons nous rappeler, les commissaires sont tenus de lire et d'afficher l'avis public dans l'arrondissement dont il déplace l'école. Comme il s'agit d'une simple résolution pour faire ce changement, cette résolution est passée suivant les termes de la loi de l'instruction publique qui oblige à l'avis public dans un tel cas. Bien plus, cette résolution ne peut entrer en vigueur que trente jours après la publication de l'avis ci-dessus mentionné.

TESTAMENT ET FORMALITÉ.—Réponse à A. A. B.—Q. Lorsqu'une propriété échoit par succession aux membres d'une famille, la renonciation est-elle bonne si elle est signée devant un juge de paix et non devant un notaire?

R. La renonciation à une succession doit être faite devant un notaire; c'est-à-dire par acte authentique. Cependant une déclaration devant un tribunal, c'est-à-dire une déclaration judiciaire, est suffisante en certain cas tel que le déclare l'article 661 du Code civil. Dans notre opinion une telle renonciation devant un juge de paix ne constitue pas une procédure suivant la loi et elle devra être faite telle que dit ci-dessus.

(Voir dernière page intérieure de la couverture.)

UN REMÈDE EFFICACE POUR LES MALADIES DES FEMMES

DIX JOURS DE TRAITEMENT GRATUIT

"Orange Lily" est un remède efficace pour toutes les maladies des femmes. Il s'applique localement et est absorbé dans les tissus douloureux. La matière morte défectueuse de la région congestionnée est expulsée, donnant un soulagement immédiat, mental et physique; les vaisseaux sanguins et les nerfs sont tonifiés et renforcés; la circulation redevient normale. Comme ce traitement est basé sur des principes strictement scientifiques et agit sur la localité actuelle de la maladie, il ne peut qu'être bon dans toutes les formes des maladies féminines, y compris la menstruation retardée et douloureuse, leucorrhée, descente de matrice, etc. Prix \$2.00 la boîte, suffisante pour un traitement de 30 jours.



Un traitement d'essai gratuit de 10 jours valant 75c, sera envoyé gratuitement à toute femme souffrante qui m'enverra son adresse. Envoyez 3 timbres et votre adresse à Mme Lydia W. Ladd, Dept. 57, Windsor, Ontario.

VENDU PARTOUT PAR LES PRINCIPAUX PHARMACIENS

cher

e en

ique

profit par vache :

Dépenses	Profit
par vache	par vache
\$100.27	\$121.56
\$70.70	\$77.09
\$60.75	\$54.30

ter du lait avec l'air du
aut, peu importe qu'elle
nourrir pourvu qu'elle
noir.
oit, les dix-neuf vaches
tion moyenne est rap-
été alimentées suivant
ndividuelle, ce qui a
un profit de chacune
magine facilement que
u premier groupe appli-
et vice versa aurait
it au lieu d'un profit.
viduelle est donc la
s à considérer dans
centrés, et c'est là, je
lition sans laquelle leur
limentation des vaches
ait été payant.

J.-R. Proulx.

SORBINE
TRADE MARK REG. U.S. PAT. OFF.

à les articulations enflam-
t exfolées, les contusions, les
s, les enflures molles, elle
enraie les furoncles, maladie
de l'occiput, quitoir, les fistu-
les ou les plaies infectées
rapidement parce que c'est
un antiseptique certain et
un germicide. Agréable à em-
ployer, ne forme pas d'ampoule ou
d'ulcère pas le poil et vous pouvez
vous servir du cheval. \$2.50 la bot-
teille livrée. Livre 7 R. gratis.
L'liniment antiseptique pour le
reines douloureuses, enflures, le quitoir,
les contusions; elle envoie la dou-
leur. Prix \$1.25 la bouteille, chez les
Nous vous en dirons plus long à
bouteille d'essai pour 10c. en Remède
10, immeuble Lyman Montclair, Can.

rs frais, pur et
licieux le

Café
SIDENT

oute une révé-
n pour vous.

e valeur dans chaque
paquet.

111-109

ARGENT À PRÊTER

SUR HYPOTHÈQUE et autres garanties à la ville ou à la campagne, aux particuliers, fabriciens et municipalités, aux taux de 6%, 8% et 7% suivant les garanties offertes. Ed. Boissieu Fieher, notaire, 50 St-Pierre, Québec. 1-8-27

TOMBER D'UN MAL

Des centaines d'épileptiques ont retrouvé la santé grâce au fameux **EPILEXITE**.—Traitement scientifique et rationnel, facile à suivre à la maison et peu dispendieux.
GRATIS.—Sur réception de 25 centimes pour emballage et transport nous vous expédions une bouteille échantillon et livret donnant le mode de traitement.—S'adresser à **RUMAX COMPOUND REG'D** Casier Postal 711, 05, Québec.